

CRÉDIT POPULAIRE D'ALGÉRIE

Le e-banking opérationnel

La CPA lance à compter d'aujourd'hui un nouveau service. Il s'agit du e-banking. Un service qui permet d'avoir des informations sur les mouvements du compte bancaire mais à distance. C'est véritablement une révolution dans le monde des finances en Algérie.

Nabil M. - Alger (Le Soir) - Désormais, les clients du Crédit populaire d'Algérie peuvent consulter leurs comptes sans se rendre à leur agence bancaire. Selon la formule adoptée par le CPA, l'usage du e-banking se matérialise via quatre canaux. Il s'agit de l'internet, les sms, le fax et enfin le téléphone.

La souscription à ces services est conditionnée par la signature d'un contrat. Dans une première phase, le service e-banking du CPA se limite à la consultation du solde du compte et le suivi des opérations comme les virements et les retraits. Il est également possible d'imprimer les relevés de compte et procéder à l'identification d'une transaction précé-

se. Cela est notamment salutaire pour les entreprises. Selon M. Djallab, P-dg du Crédit populaire d'Algérie, l'abonnement à ce service est symbolique. «Cela a volontairement été placé en deçà du barème international afin de permettre aux utilisateurs en Algérie d'apprécier la qualité de ce nouveau service». En effet, l'abonnement au e-banking du CPA coûte 100 DA par mois et par compte pour les clients particuliers.

Pour les entreprises, l'abonnement à la consultation par internet est de 800 DA par mois et par compte. Il est à noter qu'une remise de 50% est automatiquement accordée à la souscription pour un deuxième compte et plus. Le deuxième

canal de la formule e-banking est la consultation des infos compte par sms. Ce service est facturé 50 DA par mois et par compte.

Aux clients particuliers, il est proposé la réception d'un sms par mois à la date souhaitée par le concerné. Ce service est facturé au même tarif pour les entreprises mais à raison d'un texto par semaine. La consultation du mouvement du compte est également possible via le service fax. Le client indique le numéro de fax auquel la banque lui envoie les informations de son compte et aux dates souhaitées.

L'abonnement de ce service est affiché à 200 DA par mois et par compte. Une réduction de 50% est également accordée pour les utilisateurs de deux comptes et plus. La dernière prestation rendue possible par le e-banking est la consultation des informations du compte par serveur vocal. Pour ce faire, il

suffit de disposer d'un code secret que l'on tape. Ce service est gratuit

Pour ce qui est de la sécurité des ces opérations bancaires par internet, il a été expliqué que le système de sécurité adopté par le CPA est celui-là même utilisé dans les pays ayant de l'expérience dans ce domaine. Il s'agit du certificat SSL crypté à 128 mégabits.

M. Djellab a en outre assuré que le code secret peut être modifié à la convenance de l'utilisateur, qui d'ailleurs ne pourra accéder à son compte que lorsqu'il aura modifié le mot de passe fourni par l'administrateur.

Selon le P-dg du CPA, une deuxième phase de l'utilisation du e-banking va bientôt entrer en vigueur. Il s'agit de l'élargissement du service aux paiements des factures par internet, virements et autres commandes de chèquiers.

N. M.

Voilà les distributeurs internationaux

Au cours de la semaine prochaine, le CPA procédera à l'installation de distributeurs automatiques internationaux (Visa, Mastercard et autres) dans tous les ports et aéroports internationaux du pays. Dans une phase expérimentale, 7 distributeurs similaires ont été installés au niveau des grands hôtels du pays. L'engouement des touristes et hommes d'affaires pour ces distributeurs a été d'une ampleur telle que la banque a décidé d'en placer d'autres au niveau des ports et aéroports.

N. M.

Augmentation des salaires en perspective

Selon le P-dg du CPA, les salariés de cette banque vont bientôt bénéficier d'une revalorisation de la grille des salaires. A cela s'ajoute l'introduction de la prime de valorisation de l'emploi (PVE) et d'une prime de performance. Cette dernière implique un intéressement sur les bénéfices réalisés par la banque. Il est à noter qu'en 2007, le CPA a obtenu un produit net bancaire (PNB) équivalent à 17 milliards de dinars.

N. M.

SELON KARIM MAHMOUDI

Bientôt un remaniement au niveau des banques

Un remaniement sera observé dans les jours à venir au sein du secteur bancaire. C'est, entre autres, ce qui ressort des dernières déclarations du président de la CCFC, Mahmoudi Karim.

M. Mahmoudi a laissé entendre, lors d'une conférence animée hier à Alger, que les banques publiques connaîtront «l'installation de nouveaux conseils administratifs» dans les deux semaines à venir. Après avoir déclaré que ce secteur est «dans un état lamentable», le président de la CCFC soutiendra qu'il ne peut y avoir de réformes dans ce secteur sans une réorganisation. «La banque doit apparaître à l'avenir plus humble et plus transparente. Malheureusement, il y aura toujours des gens parrainés par des clans» qui encourageront la corruption et les malversations. En fait, Mahmoudi a dressé un tableau peu reluisant de la situation économique du pays.

Corruption, marché parallèle, blanchiment d'argent, cadres malmenés, manque de sécurité juridique sont les termes souvent revenus lors de cette conférence. Pour Mahmoudi, l'Algérie est devenue la «décharge» où tous les pays du monde viennent déverser toutes sortes de produits, et où les achats groupés sont estimés à 30 milliards de dollars. Ce que révèle la presse sur les affaires liées au blanchiment d'argent et à la corruption représenterait un dixième de la réalité, selon le conférencier qui explique que les chiffres sont «maquillés».

La corruption serait «sponsorisée» et dépasserait toute réalité. Celle-ci est notamment soutenue par «le marché parallèle» qui bat son plein, surtout dans le secteur de la monétique. Dans cette visée, M. Mahmoudi annonce que le centre de traitement du renseignement aurait dernièrement découvert trois affaires de blanchiment d'argent qui pourraient être considérées comme de nouveaux «scandales».

En réponse à une question relative à la loi de finances complémentaire, M. Mahmoudi estime «qu'il n'existe aucun élément technique susceptible de nous expliquer ce passage de 19 à 37\$» du prix de référence. Et d'ajouter : «Il s'agit d'une décision politique dont le seul but est d'avoir la paix sociale.» Cependant, il existe plusieurs signaux positifs émanant de certains responsables. Une certaine volonté de s'améliorer serait perçue, affirme l'orateur, notamment dans le secteur des impôts, celui des douanes et au niveau de l'IGF. Mais l'Etat devrait miser un «peu» sur les moyens matériels et humains. «L'Inspection générale des finances souffre de carence en matière de cadres. 200 ou 250 inspecteurs ne peuvent pas faire face à la situation», souligne M. Mahmoudi qui préconise le renforcement des ressources humaines.

Abordant le sujet d'incarcération des cadres, M. Mahmoudi «prédit» une vague d'arrestations dans une quinzaine de jours. Il avance le chiffre de 150 à 200 cadres qui seront pénalisés. A noter, par ailleurs, que la CCFC organise, les 22 et 23 du mois en cours, son université d'été. Le thème choisi sera consacré aux stratégies de développement de la PME en Algérie. Des experts au nombre de 27, dont 13 étrangers, participeront à ces rencontres.

Wassila Z.

SECTEUR AGRICOLE ET INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE

Signature hier d'une convention de partenariat

Une convention de partenariat a été signée hier entre le Forum des chefs d'entreprises (FCE) et la Chambre nationale d'agriculture (CNA), à l'hôtel El-Aurassi, à Alger. Cet accord est venu clôturer deux jours de discussions autour du sujet de la sécurité alimentaire et de la relance du secteur agricole en Algérie.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - Les participants à cette rencontre ont pu faire le point sur les problèmes qui empêchent une réelle relance du secteur agricole et un développement réel de l'industrie agroalimentaire dans notre pays.

Les résultats exposés par les différents ateliers ne sont pas reluisants, a-t-on constaté.

A commencer par les acteurs activant dans la production et la transformation de la tomate. «La filière de la tomate est en déclin depuis environ trois ans où l'on a vu la fermeture d'une vingtaine d'unités de transformation de la tomate sur la trentaine existante.

Des 28 000 ha exploités par cette filière, il ne reste que 10 000 ha. Cela a eu un impact négatif sur la production de la tomate qui a dégringolé à 10 000 tonnes en 2007 alors qu'elle dépassait les 60 000 tonnes en 2005», ont affirmé les professionnels de ce secteur qui emploie plus 100 000 personnes.

Les professionnels de la filière huile d'olive affirment que plus de 20 000 hectares de terres ont été atomisés ces

dernières années. Les agriculteurs activant dans la filière des céréales ont mis en avant le manque d'attention de l'Etat envers ce secteur qui occupe plus de 32% des importations de l'Algérie des produits alimentaires.

Les éleveurs d'ovins et de bovins ont mis l'accent sur les problèmes inhérents à l'alimentation, à la conservation et la commercialisation des viandes rouges. C'est le cas aussi chez les producteurs de dattes et de lait cru qui ne disposent pas d'un réseau efficace de collecte. Les fortes charges fiscales sont considérées comme un facteur bloquant de l'activité agricole.

A la fin des communications qui ont soulevé, entre autres, les problèmes du manque du foncier agricole, du difficile accès aux crédits bancaires et de l'absence d'une politique agricole claire, des recommandations ont été émises par les différents ateliers. Ces ateliers ont souligné la nécessité de créer ou de réactiver les conseils interprofessionnels dans chaque filière.

Certains intervenants ont demandé la mise en place de

dispositifs de financement des agriculteurs et des éleveurs en fonction des besoins de chaque filière.

D'autres ont exigé la réhabilitation des structures de formation agricole et le financement par l'Etat et les professionnels de l'industrie agroalimentaire des recherches dans le secteur. Les coopératives agricoles devraient être redynamisées, ont demandé les opérateurs de la filière viande.

Les producteurs de lait ont, quant à eux, attiré l'attention sur le nécessaire repeuplement des étables et la mise en place d'un système de collecte du lait. Les éleveurs ont souhaité que les prix de vente du lait correspondent à sa qualité. Les industriels du lait se sont engagés à la mise en place d'un système interprofessionnel révisable chaque année et fixant les prix de ce produit, toujours soutenus par l'Etat.

Présent à cette rencontre, le ministre de l'Industrie et de la Promotion de l'investissement, M. Abdelhamid Temmar, a salué l'initiative du FCE et du CNA qu'il a considérée comme un nouveau pas vers la professionnalisation du secteur agricole, longtemps délaissé par l'Etat. «Le gros problème du secteur agricole, c'est celui de la productivité. Cela est dû au fait que la politique de l'Etat est faite d'aide aux agriculteurs. Aujourd'hui, il faut aller vers

l'encouragement et la relance de la productivité car nous importons trop», a-t-il dit. «Il est clair que l'Etat doit aider le secteur agricole avec l'ouverture des centres de formation dans le domaine et le soutien de la recherche pour de meilleurs résultats. Mais il faudrait également que les producteurs soient au-devant de la scène», a-t-il ajouté, estimant que la régulation du marché ne devrait pas relever de l'Etat, mais beaucoup plus des agriculteurs.

Evidemment, Temmar rappelle que la régulation du marché en ce qui concerne la surveillance des prix des produits relève de l'Etat. Par ailleurs, M. Temmar a plaidé pour la création d'une filière pour le financement et la commercialisation des produits agricoles.

Pour le patron de Cevital, M. Isad Rebrab, l'Etat doit libérer les initiatives et le foncier agricole pour sortir l'Algérie de la dépendance alimentaire qui paralyse son économie nationale. Il faut noter que le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, M. Saïd Barkat, a brillé par son absence durant les deux jours qu'a duré cette rencontre qui a mis à nu le risque que court l'Algérie si l'Etat ne se décide pas à adopter une politique agricole tournée vers l'encouragement de la production locale.

L. M.